

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
§ I. Objet de l'étude	7
§ II. Méthode retenue	23
Première partie – Encadrer le domaine des données à caractère personnel	31
TITRE I – Une notion en expansion	37
Chapitre I – Les composantes de la notion de donnée à caractère personnel	39
Section I – La donnée	40
§ I. La singularité de la notion de donnée	40
A. La donnée et l'information	40
B. La donnée et le fichier	45
C. La donnée et le document	47
§ II. La pluralité des qualifications potentielles de la donnée	49
A. Les doctrines patrimoniales	49
B. Les doctrines personalistes	56
C. Une controverse illustrant l'étendue de la notion de donnée	59
Section II – Le caractère personnel : le rapport avec une personne physique	61
§ I. La personne au sens du droit des données à caractère personnel	61
A. Une notion large de personne physique	62
1. Les personnes à naître	64
2. Les personnes mortes	65
3. Les données permettant d'obtenir des informations sur une personne vivante	71
B. Une exclusion relative des personnes morales	72
§ II. Les degrés du rattachement entre la donnée et la personne	78
A. L'identification directe de la personne	79
B. L'identification indirecte de la personne	82
1. Les nombreuses informations permettant de faire un lien avec une personne	83
2. Les données pseudonymisées entrant dans la notion de donnée à caractère personnel	83
3. L'illusoire cantonnement de la notion de donnée à caractère personnel	86
C. L'identification impossible de la personne	88
Chapitre II – L'essor de la notion de donnée à caractère personnel	92
Section I – Les manifestations de l'essor de la notion	92
§ I. Le rôle du législateur dans l'expansion	93

A.	Une législation d'ensemble propice à l'élargissement notionnel	93
B.	Un glissement sémantique de l'information nominative à la donnée à caractère personnel.....	96
C.	La coexistence entre les simples données à caractère personnel et les données sensibles.....	99
§ II.	Le rôle de l'interprète dans l'expansion	101
A.	L'interprétation très large par les autorités de contrôle	101
1.	La contribution de la CNIL à l'expansion de la notion	101
2.	La contribution du G29 à l'expansion de la notion	103
B.	L'interprétation large par les juridictions.....	105
1.	Une interprétation de plus en plus large par les juges nationaux	105
2.	Une interprétation large par la Cour de justice de l'Union européenne	106
Section II –	Les causes de l'essor de la notion	108
§ I.	L'autonomisation du droit des données à caractère personnel par rapport au droit au respect de la vie privée	109
A.	Des constructions complémentaires	110
1.	La construction historique de la protection de la vie privée	111
2.	La construction historique de la protection des données à caractère personnel	115
B.	Des fondements distincts	119
§ II.	Les évolutions techniques	121
A.	Exposé : l'évolution des techniques d'identification.....	121
B.	Exemple : l'adresse IP	124
§ III.	Les difficultés d'application du droit des données à caractère personnel	129
TITRE II –	Une notion à cantonner	133
Chapitre I –	Les effets de l'expansion de la notion de donnée à caractère personnel sur les libertés	135
Section I –	Les effets marginaux de l'expansion sur la protection de la vie privée	136
§ I.	Des domaines similaires	137
A.	Le constat de l'assimilation en jurisprudence	137
1.	Les liens dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel	138
2.	Les liens dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne	140
3.	Les liens dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	141
B.	La mesure de l'assimilation	146
1.	Une assimilation à nuancer entre la notion de donnée à caractère personnel et celle de vie privée.....	146
2.	Une assimilation certaine entre la notion de donnée sensible et celle de vie privée.....	147
§ II.	Des apports limités	150

Section I – Des règles permettant les traitements	212
Sous-section I – L’assouplissement du régime déclaratif.....	213
§ I. L’existence d’un régime historiquement préventif.....	213
§ II. Le glissement vers un régime répressif	217
A. La consécration d’un principe de responsabilité fondé sur la confiance	217
B. L’élaboration d’un dispositif de sanctions dissuasives	229
Sous-section II – La multiplicité des conditions légitimant les traitements	233
§ I. Présentation des conditions de licéité	233
A. Justification de l’existence des conditions de licéité.....	233
B. Exposé des conditions de licéité	235
§ II. Des conditions de licéité accommodantes	239
A. La condition liée aux intérêts légitimes	239
B. Les conditions liées à la volonté de la personne	243
1. Difficultés d’articulation	243
2. Proposition d’articulation : la reconnaissance d’un contrat spécial de traitement de données à caractère personnel	247
3. Règles particulières applicables au contrat spécial de traitement de données à caractère personnel	259
a. Le consentement renforcé	259
b. La capacité à contracter	265
c. Le retrait du consentement	269
4. Les conséquences de la reconnaissance du contrat spécial de traitement de données à caractère personnel	273
Section II – Des traitements pouvant porter atteinte aux personnes	275
§ I. Les atteintes classiques aux personnes résultant des traitements de données à caractère personnel	276
§ II. Les atteintes nouvelles aux personnes résultant des traitements de données à caractère personnel	281
A. Des traitements intrusifs	281
B. La reconnaissance de la liberté d’autodétermination.....	288
Chapitre II – Droit prospectif : une protection renforcée des personnes par le droit des données à caractère personnel	292
Section I – Encadrer des pouvoirs	293
§ I. Le droit à l’oubli	294
A. La place initialement limitée de l’oubli dans le droit	294
B. Le développement du droit à l’oubli	297
C. Pour une amélioration du droit à l’oubli	303
1. Critiques du droit à l’oubli.....	303
2. L’encadrement du droit à l’oubli	311
§ II. Les accès par des tiers aux données à caractère personnel	313

A.	De lege lata : un encadrement souple	314
B.	De lege ferenda : un encadrement strict	325
Section II –	Raffermir des principes	329
§ I.	Le principe de minimisation	330
§ II.	Les principes relatifs aux décisions fondées sur des traitements automatisés	334
A.	L’encadrement des décisions les plus graves	335
B.	Les risques liés aux décisions fondées sur un traitement automatisé	339
C.	La consolidation des règles entourant les décisions fondées sur un traitement automatisé	343
TITRE II –	Améliorer la mise en œuvre du droit des données à caractère personnel	
	347	
Chapitre I –	Les contrôles des acteurs spécialisés	349
Section I –	Les contrôles sur la CNIL	349
§ I.	Renforcer les garanties d’indépendance de la CNIL	350
A.	Les fortes garanties d’indépendance du collège de la CNIL	351
B.	Les faibles garanties d’indépendance des services de la CNIL	353
§ II.	Renforcer les garanties procédurales devant la CNIL	358
§ III.	Renforcer la mixité de profils au sein de la CNIL	365
Section II –	Les autres contrôles	366
§ I.	Le renforcement des contrôles internes à l’organisme	367
A.	Le délégué à la protection des données	367
B.	Les experts techniques	373
§ II.	Le renforcement des contrôles résultant de coopérations	375
A.	Les coopérations institutionnelles	375
B.	Les coopérations avec la société civile	377
C.	Les coopérations internationales	379
Chapitre II –	La réalisation juridictionnelle	386
Section I –	Atténuer la pluralité de procédures	387
§ I.	Des recours fragmentés	388
A.	Variété des recours	388
1.	Les recours devant la CNIL	389
2.	Les recours devant le juge judiciaire	389
3.	Les recours devant le juge administratif	393
B.	Incohérence des recours	395
§ II.	Des recours à canaliser	398
A.	Renforcer le rôle du juge judiciaire	398
B.	Encourager les actions collectives	402
Section II –	Faciliter les actions en responsabilité	406
§ I.	<i>De lege lata</i> : les difficultés pour engager la responsabilité	408
A.	La faute	409

1. La définition de la faute.....	409
2. La preuve de la faute.....	411
B. Le préjudice.....	414
1. La preuve du dommage.....	415
2. L'évaluation du préjudice.....	417
§ II. <i>De lege ferenda</i> : la simplification de l'action en responsabilité.....	422
A. L'établissement d'une présomption simple de faute.....	423
B. La création d'une nomenclature des préjudices.....	426
1. Principes.....	426
2. Application.....	432
Conclusion générale.....	445
§ I. La mesure de l'effectivité de la protection des personnes par le droit des données à caractère personnel.....	445
§ II. L'importance du droit des données à caractère personnel pour l'effectivité de la protection des personnes.....	451
Bibliographie.....	455
§ I. Ouvrages, traités, manuels et cours.....	455
A. Juridiques.....	455
B. Extra-juridiques.....	460
§ II. Thèses.....	461
§ III. Articles, chroniques, notes, observations, mémoires, commentaires et conférences	464
A. Juridiques.....	464
B. Extra-juridiques.....	486
§ IV. Rapports, études, avis et communications.....	490
§ V. Articles d'encyclopédies et dictionnaires.....	495
Table des annexes.....	499
Annexe 1 – Contrôles et sanctions de la CNIL.....	501
Annexe 2 – Dénonciations au parquet effectuées par la CNIL.....	503
Annexe 3 – Sélection de décisions de première instance et d'appel.....	505
Annexe 4 – Nomenclature des préjudices extrapatrimoniaux.....	521
Index.....	523
Table des matières.....	533